



EchoGéo
Sur le Vif | 2008

Bolivie, de l'autonomie à l'éclatement ?

Sophie Blanchard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/5593>

DOI : 10.4000/echogeo.5593

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Sophie Blanchard, « Bolivie, de l'autonomie à l'éclatement ? », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 18 juin 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/5593> ; DOI : 10.4000/echogeo.5593

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Bolivie, de l'autonomie à l'éclatement ?

Sophie Blanchard

Les résultats contestés d'un référendum polémique

- 1 Le 4 mai 2008, un référendum s'est tenu dans le département bolivien de Santa Cruz : le but de cette consultation était de savoir si la population du département était en faveur d'une autonomie politique et financière à l'échelon départemental. Les résultats de ce référendum semblent peu équivoques : le oui l'a emporté à 85 %. Ce succès écrasant a donné lieu à des scènes de liesse dans la ville de Santa Cruz de la Sierra.
- 2 Pourtant, les partisans du oui et du non réclament tous deux la victoire. Les partisans du oui, forts de leur 85 %, se félicitent du succès du référendum. Les partisans du non se félicitent de la très forte abstention (environ 38 % des inscrits) dans laquelle ils lisent l'adhésion aux consignes de boycott données par le président bolivien, Evo Morales, opposé à ce référendum qu'il a déclaré illégal et illégitime. Pour manifester leur opposition, certains des partisans du président ont essayé d'empêcher la tenue du référendum : des heurts se sont donc produits, notamment à Yapacani - ville du front pionnier agricole - et dans le Plan 3000 - quartier populaire de Santa Cruz de la Sierra -, entre partisans du *Movimiento al Socialismo* (MAS) et membres de l'Union juvénile crucénienne, bras armé des partisans de l'autonomie. Cette journée électorale a ainsi été marquée par de violents affrontements. Reste que 85 % des votants, soit 51 % des inscrits, ont voté oui lors de ce référendum : le département de Santa Cruz s'apprête par conséquent à mettre en place des statuts d'autonomie, alors que le référendum n'est pas reconnu par le gouvernement bolivien.
- 3 Deux légitimités politiques s'opposent donc, celle du président, Evo Morales, appuyé par le gouvernement, et celle du préfet du département de Santa Cruz, Ruben Costas, appuyé par les instances départementales. Ces deux hommes représentent deux tendances politiques radicalement opposées : celle du parti au pouvoir, qui a fondé son action sur la défense des droits des peuples indigènes et qui place l'identité ethnique au coeur de la

définition de la nation, et celle de l'élite créole des basses terres, qui revendique l'autonomie au nom d'une identité régionale bien particulière.

- 4 Derrière cet imbroglio politique et la crise qu'il provoque actuellement entre l'exécutif bolivien et les autorités départementales de Santa Cruz, se cache une série de clivages, anciens et nouveaux, qui font de la Bolivie un pays au bord de l'implosion. Les résultats du référendum et les tensions qui en découlent sont le miroir de la division de deux Bolivie.

La Bolivie, pays divisé entre Andes et Oriente



- 5 Ils reflètent le fossé qui se creuse entre les départements andins de l'ouest du pays et ceux des basses terres orientales, qui se sont associés en une entité informelle partageant des intérêts communs et dénommée la *Media luna*¹(cf. Figure 1).

Andes et *Oriente* : Des divisions anciennes

- 6 Ce fossé naît tout d'abord de la dualité bolivienne : le pays est traversé de divisions anciennes et profondes. Résultat d'une topographie commune à d'autres pays andins, ces divisions ne sont pas spécifiques à la Bolivie. Le pays, traversé du nord-ouest au sud-est par la cordillère des Andes, est composé d'une partie occidentale montagneuse, couvrant un tiers de la superficie du pays et regroupant les deux tiers de la population, et d'une partie orientale où s'étendent des plaines tropicales allant de l'Amazonie au Chaco, deux fois plus étendue mais moitié moins peuplée. À la différence de densité se surimpose une histoire du peuplement contrastée. Les hautes terres andines des vallées et du haut plateau sont de longue date des bastions du peuplement amérindien et abritent des civilisations paysannes anciennes ; elles constituent le cœur politique et économique autour duquel s'est construit l'Etat bolivien. Les basses terres, en revanche, sont longtemps restées des espaces en marge, peu peuplés et peu mis en valeur. La « conquête de l'*Oriente* » a débuté dans les années cinquante, grâce à une politique de front pionnier

lancée en 1953 par le gouvernement issu de la révolution bolivienne de 1952. Dans le même temps, les campagnes surchargées des Andes voyaient la mise en place d'une réforme agraire et le démantèlement des grands domaines agricoles. Les populations de ces deux espaces présentent en outre des héritages culturels contrastés : alors que les Andes sont le bastion d'une identité fondée sur les héritages des peuples andins aymara et quechua, la région de Santa Cruz est le creuset d'une identité « *camba* » qui repose sur le mythe d'un « métissage blanchissant² » et l'héritage de la colonisation européenne.

Un fossé économique qui se creuse

- 7 La conquête pionnière des basses terres n'a paradoxalement fait que renforcer les divisions entre Andes et *Oriente*. Les régions orientales sont devenues, en un demi-siècle, les locomotives économiques d'un pays en crise qui demeure le plus pauvre d'Amérique du Sud. Certains des départements orientaux, Santa Cruz en tête, ont connu une croissance économique forte grâce à l'essor d'une agro-industrie fondée sur l'exportation de soja, de coton et de canne à sucre, tandis que la découverte de gisements de pétrole et de gaz naturel dans les départements de Tarija et de Santa Cruz attisait les convoitises des firmes multinationales. Le différentiel économique entre un *Oriente* moins peuplé et plus riche et des régions andines où la croissance urbaine ne suffit pas à calmer le malaise paysan se creuse fortement, à tel point que le département de Santa Cruz est aujourd'hui le plus riche du pays. Il contribue en effet pour 28 % au PIB national, pour un quart des 9 millions de Boliviens.
- 8 Or, la question du partage des richesses nationales déchaîne les passions boliviennes, comme l'a bien montré la crise politique traversée par le pays en 2003. De violentes manifestations, brutalement réprimées, avaient provoqué la démission et l'exil, ou plutôt la fuite, du président en exercice, Gonzalo Sanchez de Lozada. La crise fut déclenchée par la question de la gestion des ressources en gaz : le projet d'exportation du gaz bolivien vers les Etats-Unis, via un gazoduc passant par le Chili, avait attisé la colère des secteurs populaires, syndicats en tête. Ce projet, qui impliquait une étroite collaboration avec le Chili – « ennemi héréditaire » depuis la guerre du Pacifique qui, en 1884, vit la Bolivie perdre son littoral au profit du Chili – « privait » le peuple bolivien de ces ressources gazières. Cette crise, dont l'origine était la gestion de gisements de gaz situés pour l'essentiel dans les basses terres, s'est traduite par de grandes manifestations dans les villes andines. Des parallèles peuvent être observés avec les tensions actuelles, qui découlent en partie de la remise en cause du partage d'une autre ressource stratégique : les terres agricoles de l'*Oriente*.

Des enjeux politiques cristallisés par la question agraire

- 9 Les racines de la crise actuelle sont en partie liées à la question foncière. La prospérité du département de Santa Cruz est avant tout due à ses succès agricoles. Depuis un demi-siècle, les terres situées autour de la ville de Santa Cruz de la Sierra font l'objet d'une mise en valeur pionnière, fruit de deux dynamiques distinctes. D'une part, se développe un front pionnier de colonisation, mené par de petits paysans venus des campagnes andines. De nouvelles régions agricoles sont donc nées au nord de Santa Cruz de la Sierra, où de

petits paysans pratiquent des cultures de riz, de fruits et d'agrumes destinées aux marchés urbains boliviens. D'autre part, de grands domaines se sont constitués, permettant l'essor d'une agriculture modernisée et mécanisée, sur de grandes superficies, tournée vers la production agro-alimentaire (riz, coton, canne à sucre puis soja). Deux dynamiques coexistent alors, la colonisation paysanne et une contre-réforme agraire qui se manifeste par la constitution de grands domaines³.

- 10 La donne a changé depuis l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, leader emblématique de la nouvelle gauche latino-américaine soutenu par les organisations syndicales et indigènes, et notamment par le mouvement bolivien des paysans sans terre⁴. Le gouvernement a décidé de relancer la réforme agraire, et a entamé en 2006 une vaste politique de redistribution de terres. Ces redistributions concernent en premier lieu les terres appartenant à l'Etat, à hauteur de 4,5 millions d'hectares, mais dans un deuxième temps des terres privées qui ne sont pas exploitées pourront faire l'objet d'une redistribution – l'objectif étant de redistribuer 20 millions d'hectares dans un délai de cinq ans. Plus de 2,5 millions d'hectares sont déjà en cours de répartition.

Régionalisme et indigénisme

- 11 Cette relance de la réforme agraire a avivé les antagonismes entre les tenants des deux tendances politiques contradictoires qui montent en puissance depuis une dizaine d'années en Bolivie, le régionalisme et l'indigénisme. Un mouvement régionaliste s'affirme en effet dans le département de Santa Cruz depuis une dizaine d'années. Il est organisé par les membres de l'élite dirigeante de Santa Cruz, rassemblés dans un organe corporatiste, le Comité Pro Santa Cruz, formé par les dirigeants des principales branches d'activité économique du département. (Lacombe, 2006). Le Comité est le fer de lance de l'affirmation du mouvement autonomiste crucénien, qui s'amplifie depuis le début des années 2000, avec la naissance de l'organisation « Nation Camba »⁵, et il a mené de grandes campagnes en faveur de l'autonomie régionale. Les revendications autonomistes ont pour but de permettre au département de conserver les profits économiques générés par les exportations d'hydrocarbures et de soja, et de mettre un terme à l'avancée de la colonisation paysanne considérée comme une « invasion ». Elles traduisent également un rejet des migrants andins installés dans les basses terres, désignés par le terme à connotation péjorative de *Collas*, et considérés comme des facteurs de pauvreté et de désordre social (Blanchard, 2005).
- 12 Cette radicalisation des tendances régionalistes prend place dans un contexte de mutation rapide de la société des basses terres. L'arrivée continue de migrants venant des Andes depuis un demi-siècle, dans tous les départements des basses terres boliviennes, alimente une forte croissance démographique⁶ et contribue à arrimer plus étroitement l'*Oriente* au territoire bolivien (Martin, 2005 ; Perrier-Bruslé 2005). Ce processus de « bolivianisation » de l'*Oriente* s'appuie sur les migrations de colons andins vers le front pionnier, et sur l'établissement de réseaux marchands commerçants andins implantés dans les localités frontalières et dans les marchés des grandes villes. Autre facteur de tension, la montée en puissance des revendications indigénistes, qui est en partie à l'origine de l'élection d'Evo Morales, et qui amène une partie de la nouvelle classe politique bolivienne à dénoncer avec virulence « l'élite blancoïde » au pouvoir jusqu'en 2005. Tout ceci témoigne d'une progressive « ethnicisation » de la vie politique bolivienne (Lavaud, 2005). Cette radicalisation des antagonismes explique en partie pourquoi les

membres de l'élite crucénienne se sont sentis visés – sans doute à juste titre – par la réforme agraire qui vient d'être engagée.

- 13 En effet, c'est dans le département de Santa Cruz que se trouve le plus grand nombre de grands domaines, dont une partie des terres est laissée en réserve. Ces terres sont donc susceptibles d'être considérées comme inexploitées, et redistribuées. Les grands propriétaires agricoles de Santa Cruz se sentent par conséquent menacés. Certaines institutions du département, comme la préfecture de Santa Cruz, la Chambre d'Agriculture de l'*Oriente* et le Comité Pro-Santa Cruz, ont manifesté leur vive opposition à cette nouvelle réforme agraire. Les tensions se sont accrues en septembre 2007 lorsque le gouvernement a dénoncé « les grandes familles latifundistes qui accaparent les terres de l'*Oriente* ». Pour montrer sa détermination, le gouvernement, à travers l'Institut National de la Réforme Agraire⁷ a renforcé la pression sur les grandes familles dirigeantes. En atteste « l'affaire Yasminka », qui agite depuis 2007 les médias de l'*Oriente* : plus de 25 000 hectares de terres appartenant aux soeurs de Branko Marinkovic, actuel président du Comité Pro-Santa Cruz, ont fait l'objet d'une procédure d'expropriation. Ces terres, situées dans le municipe de Guarayos, dans le nord du département de Santa Cruz, ont en effet été occupées en 1998, après le gel des acquisitions foncières, et l'INRA a décidé que les titres de propriété des soeurs Marinkovic étaient de ce fait illégaux et que celles-ci devaient être expropriées au profit de la communauté indigène la plus proche. Cette décision – véritable provocation aux yeux de l'élite crucénienne – est emblématique de la lutte entre le nouveau pouvoir, favorable à la colonisation et à la reconnaissance des droits des communautés indigènes, et l'élite dirigeante de Santa Cruz qui fait des grands domaines – et de leurs propriétaires – le fer de lance de la puissance économique de l'*Oriente*.
- 14 Au-delà des enjeux fonciers et des conflits locaux, la relance de la réforme agraire fait alors ressortir l'opposition entre deux visions de la Bolivie, celle des élites des Basses Terres et du pouvoir créole, d'une part, et celle des mouvements syndicaux et indigènes qui soutiennent Evo Morales, d'autre part. Cette opposition, qui est à l'origine du référendum du 4 mai 2008, se manifeste à travers les clivages électoraux de plus en plus marqués.

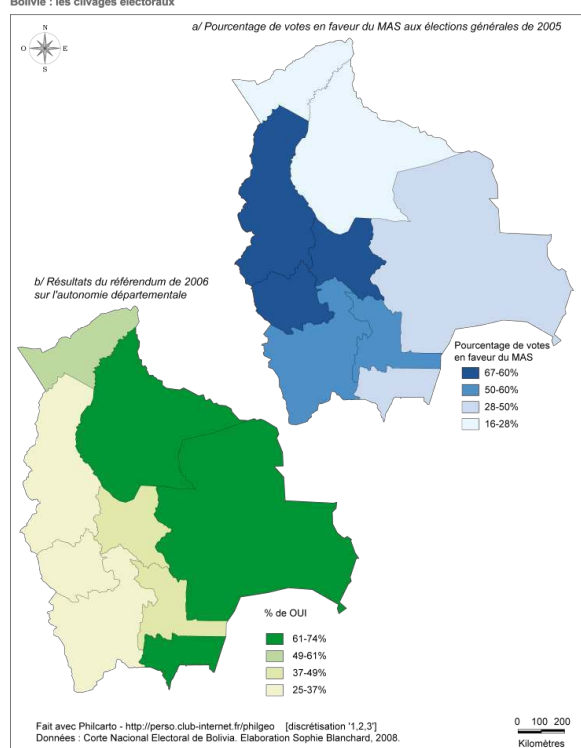
La « fièvre référendaire »

- 15 Les questions de la gestion des ressources et de l'autonomie départementale ont joué un rôle important dans les nombreux processus électoraux qui se sont déroulés en Bolivie depuis le début des années 2000. Le pays a connu une succession de référendums et de processus électoraux : la population bolivienne a été appelée aux urnes pas moins de sept fois ces cinq dernières années, et cette « fièvre référendaire » fait apparaître un clivage prononcé entre Andes et Basses terres.
- 16 La chronologie des processus électoraux témoigne des enjeux politiques qui occupent le devant de la scène. En 2002 ont eu lieu des élections générales (élections du Président, du vice-président, des sénateurs et des députés), qui ont vu la victoire de Gonzalo Sanchez de Lozada et la montée en puissance d'Evo Morales – arrivé en deuxième position, à la surprise générale. En 2004 se sont tenus un référendum sur la politique énergétique du pays (conséquence de la « guerre du gaz » de 2003) et les élections municipales. Epuisé par des manifestations incessantes et dans l'incapacité de gouverner le pays, Carlos Mesa Gisbert, le successeur de Gonzalo Sanchez de Lozada, a quitté le pouvoir, au printemps

2005. Des élections générales se sont donc à nouveau tenues en 2005, année où pour la première fois ont été élus les préfets des différents départements. Le pays s'est ensuite engagé dans une réforme de la constitution et a poursuivi l'amorce de décentralisation entamée en 2005 : l'année 2006 a vu l'élection des constituants et la tenue d'un référendum national sur l'autonomie départementale.

- 17 Les résultats du référendum de 2006 s'avèrent particulièrement éclairants, dans la mesure où ils préfigurent la crise actuelle. Le référendum s'est soldé, au niveau national, par un refus des autonomies départementales, rejetées par 57 % des votants. Au niveau départemental, les résultats sont très partagés et font apparaître un net clivage entre Andes et Basses Terres : les départements de la *Media luna* (Tarija, Santa Cruz, Beni et Pando) ont voté oui, en général à une forte majorité (71 % dans le département de Santa Cruz), les départements andins ont voté non, également à une forte majorité (73 % dans le département de La Paz) (cf. Figure 2).

Bolivie : les clivages électoraux



Les résultats de ce référendum confirment la fracture électorale qui s'affirme dans le pays, et qui apparaissait déjà à l'issue des élections générales de 2005. On retrouvait en effet cette opposition entre les départements andins, qui avaient tous crédité le MAS d'Evo Morales d'une forte majorité, et ceux de la *Media luna*, où il était minoritaire (cf. Figure 2).

Le référendum révocatoire, solution ou détonateur ?

- 18 Pour résoudre la crise actuelle, la solution qui a été trouvée est bien dans la continuité de la « fièvre référendaire » qui agite le pays : les parties en présence se sont mises d'accord pour laisser les électeurs trancher les débats en cours lors d'un « référendum révocatoire », forme de plébiscite à double tranchant jusqu'ici inédite dans l'histoire électorale bolivienne, qui se tiendra le 10 août prochain. Il s'agit là de remettre en jeu les mandats du président, du vice-président et des neuf préfets de département : ceux-ci

s'engagent, si le pourcentage de votes en leur défaveur dépasse le pourcentage de votes qu'ils ont obtenu lors de leur élection, à quitter le pouvoir. Ainsi, Evo Morales et son vice-président Alvaro Garcia Linera, élus avec environ 53 % des voix en 2005, et Ruben Costas, élu avec 48 % des voix, espèrent réunir respectivement 47 % et 52 % des votants au moins en 2008. Cette possibilité de révoquer les élus au niveau national et départemental est toute nouvelle, puisqu'elle découle d'une loi votée en décembre 2007 par la chambre des députés, loi qui n'a été approuvée par un vote du Sénat que le 9 mai 2008. Il n'est pas sûr qu'elle permette de trancher réellement le débat sur l'autonomie, dans la mesure où aussi bien Ruben Costas qu'Evo Morales disposent apparemment de bases solides, susceptibles de les confirmer tous deux dans leurs fonctions, entérinant alors les divergences politiques qui ont provoqué la crise actuelle. Du moins ce référendum permettra-t-il peut-être de savoir si la forte abstention constatée lors des référendums départementaux de 2008⁸ traduisait une réelle adhésion aux consignes de boycott ou bien une simple lassitude devant la succession des processus électoraux. Il n'est donc pas sûr que l'unité bolivienne s'en trouve véritablement renforcée, ni que les menaces d'éclatement du pays s'éloignent.

BIBLIOGRAPHIE

Blanchard, S, 2005. Être colla à Santa Cruz. Territoires et identités des migrants andins à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie). Thèse de doctorat, université Paris 1 (458 p.).

Gaya Abrego, D, 2000. Santa Cruz de la Sierra entre el aislamiento y la autonomia. Santa Cruz, Fondo editorio municipal (96 p.).

Instituto Nacional de Estadística, Censo Nacional de Poblacion y vivienda, La Paz, données disponibles sur le site www.ine.gov.bo

Lacombe, Z, 2006. Régionalisme par le haut. Transformations des formes d'organisation et de protestation d'un groupe d'intérêt à fortes ressources. Le cas du Comité pro Santa Cruz, Bolivie. Thèse de doctorat de sociologie, Université Lille 1.

Lavaud, J.-P., 2005. « Démocratie et ethnicisation en Bolivie ». Problèmes d'Amérique latine n°56, Printemps 2005, p. 107-128.

MartinC, 2005. Complexe migratoire et distribution spatiale de population dans le sud bolivien ; Enquêtes en milieux rural et urbain dans le département du Tarija. Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 5 (703 p).

Pacheco D, et Urioste M (coord.), 2001. Las Tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX, La Paz, PIEB, 438 p.

Perrier-Bruslé L, 2005. La dernière frontière. Loin des Andes, trop près du Brésil. La frontière orientale et la construction du territoire en Bolivie, thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1 (734 p.).

Sites utiles

<http://www.cne.org.bo>: Cour nationale électorale de Bolivie.

<http://www.eldeber.com.bo>: El Deber, quotidien, Santa Cruz.

<http://www.laprensa.com.bo>: La Prensa, quotidien, La Paz.

<http://www.la-razon.com>: La Razón, quotidien, La Paz.

<http://www.lostiempos.com>: Los Tiempos, quotidien, Cochabamba.

NOTES

1. Le terme de *Media luna* - demi-lune - s'est imposé au début des années 2000 pour désigner les quatre départements de l'est du pays (Pando, Beni, Santa Cruz, Tarija).
2. Ce « métissage blanchissant » entre Européens et peuples des basses terres boliviennes, Guaranis et Chiquitanos surtout, est l'un des mythes fondateurs de l'identité *camba*, cf. Gaya, 2000 : « les métis du Paraguay tout comme ceux de la région orientale des Indes, à la différence de ceux du Haut-Pérou, ne demeurèrent pas métis, car avec le temps, tous les traits physiques de leur ascendance indigène disparurent, pour ne laisser que les traits européens qui caractérisent la population de l'Oriente bolivien aujourd'hui ».
3. Entre 1953 et 1981, plus de 20 millions d'hectares ont été distribués aux grands propriétaires de l'Oriente, pour l'essentiel entre 1971 et 1978, pendant la dictature du général Banzer (Pacheco et Urioste, 2001).
4. Fondé le 20 juin 2000, sur le modèle du Mouvement des Sans Terre brésilien, cette organisation regroupe surtout des colons venus des hautes terres et des fils de colons qui n'ont pu obtenir des terres dans leurs colonies d'origine (les villages du front pionnier sont appelés des « colonies »).
5. Né en 2001, le *Movimiento Autonomista Nación Camba* se désigne comme un groupe apolitique. Il propose un projet d'autonomie régionale débordant les frontières départementales et s'étendant aux départements voisins du Pando, Béni, ainsi qu'une partie du département de Tarija.
6. La ville de Santa Cruz de la Sierra par exemple, qui ne comptait que 50 000 habitants au début des années 1950, abrite aujourd'hui environ 1,3 million de personnes.
7. L'INRA a été créé en 1996 pour mettre au clair les droits fonciers et relancer la réforme agraire – depuis 1996, les redistributions de terres étaient donc bloquées par un processus très long et très complexe de remise au clair de tous les droits fonciers.
8. Deux autres référendums ont eu lieu le 1^{er} juin 2008, dans les départements du Beni et du Pando, et les résultats – à ce jour encore provisoires – sont globalement similaires à ceux du département de Santa Cruz.

RÉSUMÉS

Le référendum sur l'autonomie départementale qui s'est tenu le 4 mai 2008 dans le département de Santa Cruz, à l'est de la Bolivie, semble menacer l'unité du pays. La crise politique qui en a résulté témoigne de la fracture croissante qui sépare la Bolivie des hautes terres, bastion du président Evo Morales, emblème de la nouvelle gauche latino-américaine et de la défense des droits des peuples indigènes, et la Bolivie plus riche des plaines qui revendique son autonomie.

On the 4th of may 2008, a referendum was held in the department of Santa Cruz, in eastern Bolivia : the results seem to threaten the country's unity. The ongoing political crisis is a sign of the growing gap dividing Bolivia. The poor Bolivian highlands are Evo Morales's electoral basis - the president, leader of the new Latin-American political leftwing, is an eager defender of the rights of indigenous people -, whereas the wealthier and whiter lowlands are claiming for more autonomy.

INDEX

Mots-clés : Bolivie, indigénisme, référendum, réforme agraire., régionalisme

Keywords : Bolivia, indigenism, land reform., referendum, regionalism

AUTEUR

SOPHIE BLANCHARD

Sophie Blanchard (sofiblanchar@yahoo.fr) est docteur en géographie et PRAG à l'Université de Marne-la-Vallée (Paris XII). Elle a publié dernièrement « Les enjeux de la fête de La Paz à Santa Cruz : migration et construction d'une identité multiculturelle », *Géographie et cultures* n° 58, 2006, p. 51-65 ; « La migration des Boliviennes en Espagne : L'internationalisation d'une migration de travail », *Diasporas. Histoire et sociétés*, n°11, 2007, p. 70-80 et tout récemment « Les stratégies migratoires des domestiques andines boliviennes : des migrations de la campagne vers la ville aux circulations mondialisées », in Audebert C. et Ma Mung E., *Les Migrations internationales : enjeux contemporains et questions nouvelles*, 2008, p. 267-281.